



Note d'actualité – mai 2024

# CARREFOUR INTENSIFIE SES LIENS AVEC LA COLONISATION ILLÉGALE DE LA PALESTINE ET LES CRIMES DE L'ÉTAT D'ISRAËL

## INTRODUCTION

Un an et demi après la publication du rapport [Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne](#), suivie d'une campagne très active conduite par les organisations signataires de ce rapport pour faire cesser cette complicité, le géant français de la distribution a annoncé lors de son Assemblée générale des actionnaires tenue en mai 2023 qu'il n'y aurait pas de magasin Carrefour dans les colonies. Cette annonce, totalement insuffisante et contredite par la suite doit cependant être appréciée comme un premier résultat de la campagne d'actions.

Carrefour a inauguré 50 magasins à son enseigne en Israël, à grand renfort de communication en Israël et en France, tout en annonçant l'ouverture prochaine d'une centaine d'autres. Des informations, dont certaines émanaient directement de Carrefour, ont depuis lors montré que le groupe français est en train de renforcer ses liens avec la colonisation par le biais d'autres accords de partenariat passés avec des sociétés israéliennes fortement impliquées dans la colonisation.

Ce renforcement des liens de Carrefour avec la colonisation intervient au moment où la colonisation israélienne affiche encore plus ouvertement son mépris pour les droits humains depuis l'arrivée en Israël d'un gouvernement d'extrême droite, dont plusieurs ministres sont ouvertement racistes et suprémacistes, qui accélère l'annexion rampante du territoire palestinien occupé qu'il a mise en œuvre. En Cisjordanie, depuis le 7 octobre 2023, plus de 480 Palestiniens, dont de nombreux enfants, ont été délibérément tués par l'armée d'occupation ou par les colons. Chaque jour des habitations et des infrastructures palestiniennes sont détruites. Chaque jour les colons, encouragés par les appels au meurtre de Palestiniens par des ministres fascistes, attaquent des villages palestiniens et terrorisent leurs habitants, volent leurs terres et leurs troupeaux. 8 545 attaques de l'armée et 1 156 attaques de colons ont été répertoriées entre depuis le 7 octobre 2023 et le 30 mars 2024, entraînant le déplacement forcé de 25 communautés rurales palestiniennes comprenant 1277 personnes. [Plus de 500 km<sup>2</sup> de terres agricoles ont été rendues inaccessibles par l'armée et les](#)

[milices de colons](#). Dans le même temps, près de 40 km<sup>2</sup> ont été confisqués à leurs propriétaires palestiniens par l'État israélien pour l'extension de colonies existantes, plus de 10 000 nouveaux logements ont été approuvés, et plus de 10 nouveaux avant-postes de colons extrémistes ont été établis sur des terres palestiniennes. Cette colonisation, avec les violences et les crimes qui l'accompagnent, constitue un crime de guerre.

Depuis l'attaque du 7 octobre 2023, lors de laquelle les groupes armés liés au Hamas ont commis des crimes de guerre, Israël conduit une guerre totale contre le peuple palestinien à Gaza, ce qui a causé la mort de plus de 35 000 Gazaouis, dont une majorité de femmes et d'enfants. À cela s'ajoute la destruction systématique des hôpitaux et de l'ensemble du système de santé de Gaza, ainsi que la destruction des habitations et de toutes les infrastructures collectives. La complicité de Carrefour qui apparaissait déjà scandaleuse au moment de la signature des accords avec Electra Consumer Products et Yenot Bitan en mars 2022, n'en est que plus insupportable et révoltante aujourd'hui. C'est dans ce contexte que Carrefour a jugé bon d'afficher son soutien à l'armée israélienne par la livraison de colis alimentaires aux soldats.

L'objet de ce document est de compléter le rapport rappelé ci-dessus, en l'actualisant, en particulier avec les suites aux déclarations faites lors de l'assemblée générale des actionnaires. Il y sera également question de montrer, dans le détail, l'ensemble des liens de Carrefour avec la colonisation et les crimes de l'État d'Israël.

## 1. DERNIÈRES INFORMATIONS SUR LA PRÉSENCE DE CARREFOUR DANS DES COLONIES ISRAËLIENNES

**1.1** Lors de l'Assemblée générale des actionnaires du 26 mai 2023, Laurent Vallée, secrétaire général du groupe Carrefour a déclaré, en réponse à une question posée par un actionnaire : « *Aucun magasin Carrefour ne sera présent dans les territoires occupés. Il n'y a pas de complicité. Nous veillerons sur ce point à prévenir tout risque* ».

**1.2 Réactions en Israël après cette déclaration** : Cette déclaration n'est pas passée inaperçue en Israël où elle a été largement reprise par la presse. Pour ne citer qu'un exemple, le site [inn.co.il](http://inn.co.il) écrit : « *Laurent Vallée, l'un des hauts responsables de Carrefour, a répondu sans équivoque : "Carrefour ne sera pas présent sur les territoires de Judée-Samarie et il est obligé d'éviter la complicité avec le crime"* »

Cette déclaration a provoqué de très vives réactions en Israël comme le relèvent plusieurs médias :

- [The Marker](#) : « *Carrefour boycotte-t-il les colons ? La publication des propos d'un cadre de la chaîne française selon lesquels la chaîne n'opérerait pas au-delà de la Ligne verte a déclenché une vague de réactions contre Carrefour sur les réseaux sociaux* ».
- [ICE](#) : « *Vivez-vous en Judée-Samarie ? Vous ne verrez probablement pas une agence Carrefour de près. Le géant français de la distribution qui est entré en Israël il y a quelques semaines a promis de renforcer la concurrence sur le marché, mais il s'avère que tous les citoyens de l'État d'Israël n'en bénéficieront pas* ».

La presse israélienne rapporte également des réactions très virulentes comme celle du journaliste Yaakov Achimair, lauréat du prix Israël dans le domaine de la communication: « *Le lauréat du Prix Israël Yaakov Achimair appelle le gouvernement à agir contre la chaîne alimentaire Carrefour si elle boycotte les habitants de Judée-Samarie (...) Un « boycott antisémite », comme cela est apparemment prévu par Carrefour, ne sera pas autorisé* ».

La presse israélienne rapporte également que cette annonce n'a pas été appréciée au plus haut niveau de l'État israélien.

- [Inn.co.il](http://inn.co.il) : « *Rappelons que le premier ministre Benyamin Netanyahu et le ministre de l'Economie Nir Barkat ont également participé à la cérémonie de lancement de la chaîne, et il semble qu'aucun d'eux n'apprécie la décision telle qu'elle a été rendue lors de l'assemblée des actionnaires.* »

**1.3 Face à ces réactions Carrefour s'est empêtré dans ses contradictions.** La presse israélienne affirme que Carrefour est revenu sur les engagements qu'il a pris le 26 mai, lors de l'assemblée générale des actionnaires.

- Le média 14 rapporte que le Ministère israélien de l'économie a interrogé la direction mondiale du groupe Carrefour: « *Après une conversation tenue entre la direction mondiale et les hauts responsables du bureau (du ministère), il est apparu clairement que Carrefour n'avait pas pris une telle décision et a souligné que l'ouverture de succursales en Israël se fera sur une base économique en général et non selon des pressions politiques.* »
- Selon le site [Jewish News Syndicate](http://Jewish News Syndicate), le démenti ne serait pas venu de la direction du groupe Carrefour, mais de celle de Carrefour Israël: « *Carrefour Israël a par la suite démenti ces informations, affirmant qu'il "n'était pas au courant d'une telle politique". Il a précisé que "l'ouverture des succursales Carrefour se fera selon un plan d'affaires et non selon des considérations politiques".* »

Sous cette apparence de démenti, la direction de Carrefour laisse cependant ouverte la possibilité qu'il y ait des enseignes Carrefour dans les colonies sur des critères économiques.

#### **1.4 Le contexte politico-économique en Israël rend la situation de Carrefour encore plus difficile :**

La crise politique provoquée, en particulier, par les décisions du gouvernement israélien d'extrême droite de limiter considérablement le rôle de la justice dure depuis plusieurs mois. Cette crise politique a des conséquences désastreuses sur l'économie israélienne au point que les grandes banques américaines déconseillent à leurs clients d'investir en Israël et qu'une agence financière internationale évoque un risque considérable pour l'avenir de l'économie israélienne. Ce contexte s'est encore beaucoup aggravé depuis le 7 octobre avec l'entrée dans une situation de guerre paralysant une partie de l'activité économique israélienne.

Avant le 7 octobre, le média allemand [Junge Welt](http://Junge Welt) notait que « les entreprises internationales prendraient à l'avenir un risque énorme en investissant en Israël. Si une entreprise refuse par exemple d'ouvrir des succursales dans des colonies israéliennes illégales en territoire palestinien ou syrien occupé, tout en respectant les obligations du droit international, le gouvernement pourrait

lui poser de graves problèmes à l'avenir ». Junge Welt poursuivait en évoquant les déclarations faites par le secrétaire général de Carrefour selon lequel il n'y aurait pas d'enseigne Carrefour dans les territoires occupés : « *La droite israélienne a alors appelé à son tour au boycott (de Carrefour), partageant avec le gouvernement et la majeure partie de l'opinion publique l'idée qu'"Israël" englobe également l'ensemble des territoires occupés* ».

Junge Welt poursuivait en rappelant une information déjà donnée par le Times of Israël selon laquelle Carrefour « a déjà investi 250 millions de shekels (environ 62 millions d'euros) en Israël » et en précisant : « *Si l'entreprise souhaitait se retirer de ce contrat au vu des litiges concernant l'exploitation des magasins dans les territoires occupés par Israël, la justice israélienne devrait se prononcer sur d'éventuelles revendications et indemnisations sur une durée de 20 ans. Or, les juges israéliens n'auront à l'avenir plus la possibilité de contredire le gouvernement* ». Et Junge Welt concluait : « *Ces conditions mettent les entreprises internationales sous stress. Trois entreprises américaines ont déjà quitté Israël : Electronic Arts, Dropbox et Corning* ». L'entreprise Samsung vient également de se retirer d'Israël.

## 2. LE NIVEAU DE COMPLICITÉ DE CARREFOUR AVEC LA COLONISATION ET LES CRIMES D'ISRAËL S'EST PAR AILLEURS ENCORE ÉLEVÉ

Même dans l'hypothèse, sérieusement remise en cause, où Carrefour n'ouvrirait pas de magasins à son enseigne dans les colonies, de nouveaux éléments viennent relever fortement le niveau de complicité de Carrefour avec la colonisation et les crimes d'Israël.

**2.1** Yenot Bitan, le partenaire de Carrefour détient neuf magasins franchisés dans huit colonies, au lieu des trois annoncées au moment de la publication du rapport :

Le Centre de recherche israélien [Who Profits](#) a mené des investigations complémentaires sur Yenot Bitan montrant que le partenaire de Carrefour exploite des succursales, sous ses marques Mega et Mehadrin Market dans d'autres colonies que les trois déjà identifiées et mentionnées dans le rapport qui sont Ariel, Maale Adumim et Alfie Menashe. Les nouvelles colonies identifiées par Who Profits sont Beit El, Kokhav Ya'akov, Modi'in-Maccabim-Re'ut et Modi'in Illit, ainsi que Neve Ya'akov à Jérusalem Est. Sept de ces colonies sont en territoire palestinien occupé et une, celle de Modi'in-Maccabim-Re'ut, dans un no man's land entre Israël et la Palestine. Le cas de cette colonie est identique à celui de Talpiot Est, située dans un no man's land au sud de Jérusalem qui est internationalement reconnue comme une colonie.

**2.2** Les produits de la marque Carrefour sont déjà présents dans tous les magasins Carrefour et Yenot Bitan y compris ceux implantés dans les colonies, même lorsque ceux-ci n'arborent pas encore l'enseigne Carrefour.

Cette information capitale a été confirmée par la presse israélienne. Ainsi, JNS (Jewish News Syndicate) écrit dans l'article déjà cité ci-dessus : « *Carrefour vend déjà ses produits dans tout Israël* ». Cette information a été donnée également sur le site du quotidien [Israel Hayom](#) et a été confirmée par des observations réalisées sur place dans des magasins Yenot Bitan implantés dans des colonies qui attestent de la présence très visible de produits de la marque Carrefour dans ces magasins.



*Photos prises dans un magasin Yenot Bitan implanté dans la colonie d'Ariel*

**2.3** Carrefour a noué également d'autres partenariats avec des sociétés israéliennes œuvrant directement au développement de la colonisation.

Il s'agit tout d'abord de la banque Hapoalim qui est un acteur majeur de la colonisation. À ce titre, la banque Hapoalim est l'une des trois banques israéliennes à figurer dans la [base de données de l'ONU des 97 entreprises complices de la colonisation](#). Elle figure dans cette base de données, en particulier pour « *les opérations bancaires et financières contribuant au développement, à l'expansion et à l'entretien des colonies de peuplement et de leurs activités* ». D'après [Who Profits](#), la banque Hapoalim est présente dans 19 colonies israéliennes : Gilo, Givat Ha-Matos, Har Homa, Pisgat Ze'ev, Ramot, Bnei Yehuda, Ariel, Beit Arye, Beitar Illit, Efrata, Elkana, Givat Ze'ev, Karnei Shomron, Kedumim, Kfar Adumim, Kiryat Arba, Ma'ale Adumim, Modi'in Illit, Ma'ale Efraim.

Or, dans un article du 7 mai 2023, le site d'information [Infos-Israël.news](#) a révélé que Carrefour avait passé un nouvel accord avec deux sociétés financières israéliennes, la banque Hapoalim et Cal (cartes de crédit): « *La semaine dernière, l'Autorité de la concurrence a approuvé un accord de coopération entre Carrefour, Cal et la banque Hapoalim pour créer un club client basé sur une carte de crédit non bancaire* ».

Il s'agit ensuite de la société Juganu, l'[une des six start-ups de la high tech avec lesquelles Carrefour a annoncé en mai 2023 avoir mis en place un partenariat](#). Juganu a remporté deux appels d'offres pour des travaux dans les colonies. Pour la colonie de Beitar Illit, il s'agit d'améliorer l'efficacité énergétique dans la technologie LED pour l'éclairage public avec la capacité de mettre en œuvre des systèmes d'intégration de mondes de données et d'intelligence artificielle. Pour le quartier de colonisation de Har Homa à Jérusalem Est, il s'agit du remplacement de tous les appareils d'éclairage à technologie HPS (High Pressure Sodium) par des appareils d'éclairage basés sur la technologie LED.

**2.4** Carrefour a directement recruté du personnel pour travailler dans un magasin de son partenaire Yenot Bitan. En janvier 2024, Carrefour Israël a publié une offre d'emploi ainsi libellé : « Habitants de Maale Adumim et des environs, Carrefour vous cherche » Rappelons que Maale Adumim est une colonie et que ses habitants sont des colons. Même si l'annonce a été publiée par Carrefour Israël, aucun doute n'est permis sur le fait qu'elle engage totalement le groupe Carrefour, par son libellé « Carrefour vous cherche » et par l'insertion du logo Carrefour dans l'annonce. Même si le magasin en question n'est pas encore transformé en un magasin Carrefour, il est manifeste que c'est Carrefour qui en assume la direction.

The image shows a screenshot of a job advertisement on the Carrefour Israel website. On the left, the French text reads: "Habitants de Maale Adumim et des environs, Carrefour vous ! cherche", "Carrefour Israël", "Publié il y a 14 heures", "Jérusalem, Ma'ale Adumim", "Quarts de travail, temps plein", and "...0 ans et plus, locuteurs de langues, vétérans, sans expérience, travail pour étudiants". On the right, the Hebrew text reads: "תושבי מעלה אדומים והסביבה? קרפור מחפשת אתכם!", "Carrefour Israel", "פורסם לפני 14 שעות", "ירושלים, מעלה אדומים", "משמורת, משרה מלאה", "אקדמאים ללא נסיון, בני 50 פלוס, דובר שפות, חיילים משוחררים, ללא נסיון, עבודה לסטודנטים", and "לא צוין שכר". The Carrefour logo is visible in the center.

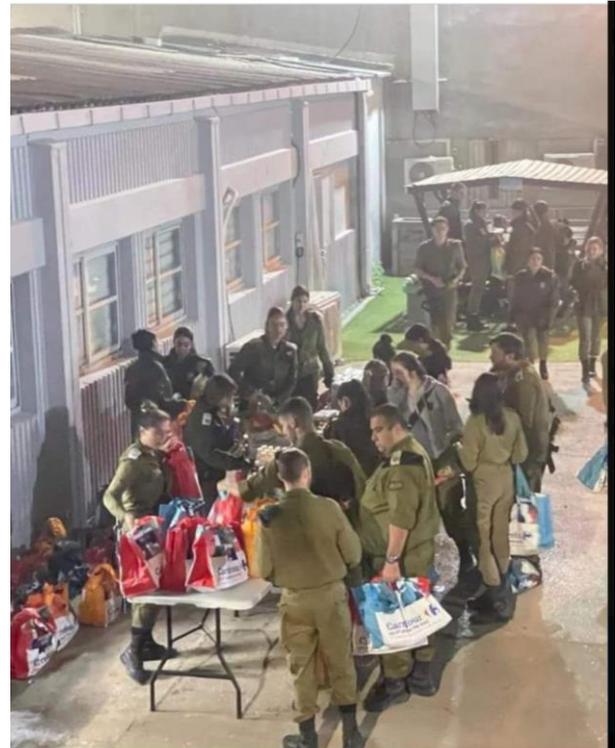
**Traduction française de l'offre publiée en hébreu (à droite)**

**2.5** Ces nouveaux éléments s'ajoutent au fait que le contrat de franchise qui a permis à Carrefour de s'implanter en Israël avait déjà été passé avec une société israélienne très impliquée dans la colonisation : Comme cela est largement documenté dans le rapport Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne, Electra Consumer Products a des activités dans les colonies. D'autres sociétés appartenant au même groupe qu'Electra Consumer Products sont également très impliquées dans la colonisation, en particulier la société Electra qui, directement ou par l'intermédiaire de ses nombreuses filiales développe de nombreuses activités dans les colonies (Voir le paragraphe 4.4 du rapport16). Dans la dernière édition de la base de données de l'ONU, qui a été publiée le 30 juin 2023, le groupe Electra reste répertorié dans la liste des entreprises impliquées dans la colonisation israélienne, ainsi que la banque Hapoalim.

**2.6** En plein massacre de la population palestinienne à Gaza, Carrefour Israël a offert des colis de produits Carrefour aux soldats de l'armée israélienne. Le 10 octobre 2023, Carrefour Israël annonce lui-même sur son compte Instagram ce don de colis Carrefour dans les termes suivants : « Le réseau Carrefour a fait don de milliers d'envois personnels aux soldats, et ce n'est que le début. Fier de participer à l'effort national avec les employés de Carrefour et les bons citoyens qui se portent volontaires pour préparer des colis personnels pour les soldats des FDI. » La formule « Le réseau Carrefour » employée dans cette annonce confirme bien la complicité de l'ensemble du groupe Carrefour dans ce soutien à l'armée israélienne impliquée dans des crimes de guerre à Gaza. Par ailleurs, il faut noter que le groupe Carrefour ne s'est jamais désolidarisé de cette distribution de colis et que son PDG a [refusé de répondre à des personnes qui l'interpellaient à ce sujet à l'occasion de sa présence dans un magasin Carrefour parisien](#).



*Soldats israéliens recevant des colis Carrefour*



Life At Carrefour Israel - לעבוד בקרפור ישראל  
11 oct. · 🌐

## CONCLUSION

Ainsi que l'avait établi le rapport [Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne](#) dans son chapitre 5 intitulé « *Les obligations et responsabilités des entreprises en matière de respect du droit international et des droits humains* », les entreprises ont obligation de respecter les droits de l'homme y compris dans leurs relations commerciales. Elles sont tenues de prendre toutes mesures pour prévenir ou atténuer les incidences négatives sur les droits de l'homme qui sont liées à leurs activités, produits ou services, même si elles n'ont pas contribué directement à ces incidences (A/HRC/37/39), §58 & 59). La responsabilité de faire preuve de diligence raisonnable – et dans le territoire palestinien occupé, cela comprend la diligence raisonnable renforcée – implique de prendre activement des mesures pour déterminer et évaluer toutes les incidences négatives réelles ou potentielles sur les droits de l'homme découlant de leurs relations commerciales. Faire commerce avec une entreprises ayant des activités dans les territoires palestiniens occupés participe au maintien des colonies au même titre qu'y pratiquer directement des activités, et viole ces principes.

En actualisant le rapport Les liaisons dangereuses du groupe Carrefour avec la colonisation israélienne, le présent document entend montrer que deux ans après l'annonce par Carrefour de son implantation en Israël, la réalité de cette implantation contredit les discours de Carrefour qui se veulent rassurants, en aggravant ses violations du droit. La complicité directe et indirecte avec la colonisation - crime de guerre au regard du droit international apparaît aujourd'hui évidente et assumée par Carrefour. Elle est d'autant plus insupportable qu'elle se renforce au moment même où

les crimes qui sont liés à la colonisation s'affichent ouvertement dans toute leur horreur et que le risque de génocide à Gaza a été reconnu par la Cour International de Justice.

Cela fait maintenant deux ans que le groupe Carrefour a choisi de s'implanter en Israël dans un partenariat avec des entreprises impliquées dans la colonisation. Il amplifie maintenant ce choix par de nouveaux partenariats et par le développement d'activités dans les colonies, telles que la vente de produits Carrefour et le recrutement direct de personnel. Faut-il rappeler que la colonisation est un crime de guerre et que Carrefour s'en rend ainsi complice ? Au-delà de cette complicité avec le crime de colonisation, le groupe Carrefour a choisi de s'afficher en soutien à l'armée israélienne, dont il est de plus en plus clair qu'elle commet à Gaza des crimes de guerre et des crimes contre l'humanité. Cette complaisance, qui pourrait s'apparenter à une complicité, est à l'opposé de toute éthique de défense des droits humains. Elle amplifie les réactions de rejet envers la marque Carrefour, que ce soit en France ou dans les pays où Carrefour est implanté.

Les organisations signataires du rapport et de ce document renouvellent leur exigence que le groupe Carrefour se conforme aux principes internationaux rappelés dans le chapitre 5 du rapport intitulé « Les obligations et responsabilités des entreprises en matière de respect du droit international et des droits humains ».

Pour cela, le groupe Carrefour doit

- s'assurer que ses produits ne soient pas vendus dans les colonies, que ce soit via des franchises ou via des relations commerciales
- ne pas entretenir de relations commerciales directes ou indirectes avec des compagnies (en particulier celles listées par l'ONU) ayant des activités liées à la colonisation
- cesser toute activité en lien avec la colonisation israélienne

Ceci implique qu'il mette fin dans les plus brefs délais à ses partenariats avec la société Electra Consumer Products, sa filiale Yenot Bitan et tout autre entreprise fortement impliquée dans la colonisation, telles que la banque Hapoalim et la start-up Juganu.

Dans le contexte de la guerre menée par Israël contre la population de Gaza, et du risque d'un génocide en cours, le groupe Carrefour n'a maintenant pas d'autre choix que de se retirer au plus vite de ses activités en Israël.

Dans ce but, les organisations signataires appellent à renforcer partout la mobilisation pour faire comprendre à Carrefour qu'il a tout à perdre en persistant dans une complicité avec des crimes de guerre qui entache gravement son image et sa réputation.